



Centre d'aide,
d'écoute téléphonique
et de renseignements
des gais et lesbiennes
du Québec

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

La Fondation Émergence salue le rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies

Montréal, le 16 décembre 2011 — C'est avec satisfaction que la Fondation Émergence a pris connaissance du rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, une avancée importante pour les personnes LGBT de partout au monde. « Même si pour l'instant le rapport ne contient pas de mesures contraignantes, c'est tout de même un grand pas en avant pour les organismes défendant les droits des communautés LGBT à travers le monde » de dire Robert Laramée, directeur général de Gai Écoute et de la Fondation Émergence.

Le rapport documente de manière détaillée les violences, les discriminations et stigmatisations dont sont victimes les personnes LGBT dans encore de trop nombreux pays. Plusieurs recommandations du rapport rappellent aux États membres de mettre immédiatement en œuvre une série d'actions et de politiques telles que : la dépénalisation, le droit d'asile, le droit d'expression, l'abolition de la discrimination à l'accès des droits économiques, sociaux et culturels des personnes LGBT, l'abolition de la peine de mort, bref, l'abrogation de toutes lois discriminant les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transsexuelles.

La Fondation Émergence, souhaite qu'avec ce grand pas en avant des Nations Unies, nos gouvernements québécois et canadien s'impliquent davantage auprès des organismes de défense des droits des personnes LGBT dans les pays hostiles à leurs droits, prioritairement en s'assurant que les recommandations ne restent pas que des vœux pieux. Le Canada étant cité en exemple pour ses garanties constitutionnelles de protection contre toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle, il serait plus que temps de voir l'ensemble de nos gains légaux et sociaux servir et aider les autres ailleurs dans le monde.

Pour Robert Laramée « Les organismes LGBT canadiens et québécois doivent prendre une place plus importante auprès des ONG présentes partout dans le monde à faire la lutte contre l'homophobie. Il faut partager nos expériences de lutte, mais bien plus, notre expertise dans les campagnes menant à la pleine reconnaissance sociale et juridique que d'autres amorcent à peine ».

Entre autres, Robert Laramée recommande aux deux paliers de gouvernement d'évaluer comment ils pourraient soutenir, même promouvoir, la participation des groupes de défense et de lutte d'ici afin que nous soyons nombreux à participer au « panel spécial » du Conseil des droits de l'homme se réunissant en mars 2012. « Il serait aussi urgent que nos organisations LGBT québécoises soient présentes dans des pays comme la Jamaïque ou plusieurs pays d'Afrique et même la Russie pour y aider les ONG, pour y rencontrer les populations et les autorités locales et nationales » selon monsieur Laramée.

Lors du « panel spécial » du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en mars prochain ce sera une occasion privilégiée d'étudier le rapport déposé hier, d'évaluer les différentes recommandations, mais encore, selon Robert Laramée « Il faudrait y tisser des liens importants avec plusieurs organismes et convenir de divers moyens, diverses actions et stratégies communes pour les soutenir dans leurs dures réalités ».

Notons que la Fondation Émergence est disposée à partager son expérience et son expertise ainsi que celles du Québec et du Canada en regard des droits des personnes LGBT lors du « panel spécial » de mars 2012.

Rappelons enfin que la Fondation Émergence créée en 2000 à l'initiative de Gai Écoute, contribue activement à faire la lutte contre l'homophobie, et les préjugés fondés sur l'orientation sexuelle. La Fondation est d'ailleurs à l'origine de la première Journée internationale de lutte contre l'homophobie créée, chez nous, en 2003. Ces luttes se font, depuis les tous débuts, de concert avec les différents ministères du gouvernement du Québec. Les grands acteurs de la société civile et les organismes communautaires.

http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/19session/A.HRC.19.41_English.pdf

—30—

Info : Sylvain Simard : 514-866-6788 cellulaire : 438-862-2718
Robert Laramée 514-866-6788